

Sur le temps long en Haïti

YVES VAILLANCOURT ET CHRISTIAN JETTÉ (DIR.), *Une coopération Québec-Haïti innovante en agroalimentaire. L'Économie sociale et solidaire en mouvement*, Québec, PUQ, 2018, 296 pages

Louis Favreau

Volume 13, numéro 3, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91155ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Favreau, L. (2019). Compte rendu de [Sur le temps long en Haïti / YVES VAILLANCOURT ET CHRISTIAN JETTÉ (DIR.), *Une coopération Québec-Haïti innovante en agroalimentaire. L'Économie sociale et solidaire en mouvement*, Québec, PUQ, 2018, 296 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(3), 35-36.

Sur le temps long en Haïti

Louis Favreau

Professeur émérite de l'Université du Québec en Outaouais

YVES VAILLANCOURT ET CHRISTIAN JETTÉ
(DIR.)

**UNE COOPÉRATION
QUÉBEC-HAÏTI INNOVANTE
EN AGROALIMENTAIRE.
L'ÉCONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE EN MOUVEMENT**
Québec, PUQ, 2018, 296 pages

En Haïti, il faut aller au-delà des seules réponses dictées par les crises humanitaires à répétition en sachant fort bien qu'il n'est pas évident qu'Haïti pourra s'en sortir. Encore moins certain que le type d'aide internationale que ce pays reçoit lui soit vraiment utile. Bien des gens en doutent et certains ont démissionné. Trois constats s'imposent: 1) le pays n'a eu la tête hors de l'eau que grâce à de multiples organisations et institutions de ce qui est convenu d'appeler la «coopération internationale»; 2) le pays ne s'appartient pas, car 90% de son financement provient de l'extérieur; 3) ce pays des Amériques est celui qui est le plus mis à mal par des catastrophes naturelles récurrentes et des épisodes politiques particulièrement difficiles. Conclusion: les projets de sortie de crise et de développement de ses communautés comme du pays tout entier se construisent sur le temps long.

Or la tragique disproportion dans les ressources financières et humaines consacrées à des secours d'urgence et celles consacrées au développement durable des communautés est désastreuse. C'est comme si le pays était condamné à réparer ses dégâts en allant d'un secours d'urgence à l'autre. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage que d'avoir mis en relief quelques initiatives fortes de plus longue portée, lesquelles s'appuient sur une action collective de communautés travaillant à se doter d'organisations inscrites elles-mêmes dans la durée: des coopératives, des fédérations paysannes, des mutuelles d'épargne et de crédit, des associations de femmes, etc.

**PRENDRE LE TEMPS DU
DÉVELOPPEMENT EN MISANT
SUR LES ÉCONOMIES DE
PROXIMITÉ**

Pas moins d'une trentaine d'OCI du Québec sont présentes en Haïti. Ce qui n'est pas nécessairement une bonne nouvelle, car cela traduit une situation un peu particulière: Haïti, en l'absence d'un État porteur de services publics, a eu tendance, dans les décennies récentes, à se faire qualifier de «République d'ONG». Et dans le cas

d'Haïti, des ONG, il y en a de toutes sortes pour le meilleur, mais souvent pour le pire.

Cependant une partie de l'aide internationale, celle du Québec en particulier, s'est transformée en solidarité avec des organisations haïtiennes. Et cela existe depuis un bon moment. Elle est cependant encore trop faible de moyens et trop investie dans de petits projets fortement ancrés dans le seul développement social. Elle n'a pas encore les moyens de ses ambitions et accuse un certain retard par rapport à ses homologues européens. Un nouveau scénario a émergé, celui de miser sur des économies de proximité faite d'initiatives de circuits courts. Ce sur quoi travaille UPA DI depuis plus de 25 ans en Afrique de l'Ouest, mais aussi depuis 10 ans en Haïti.

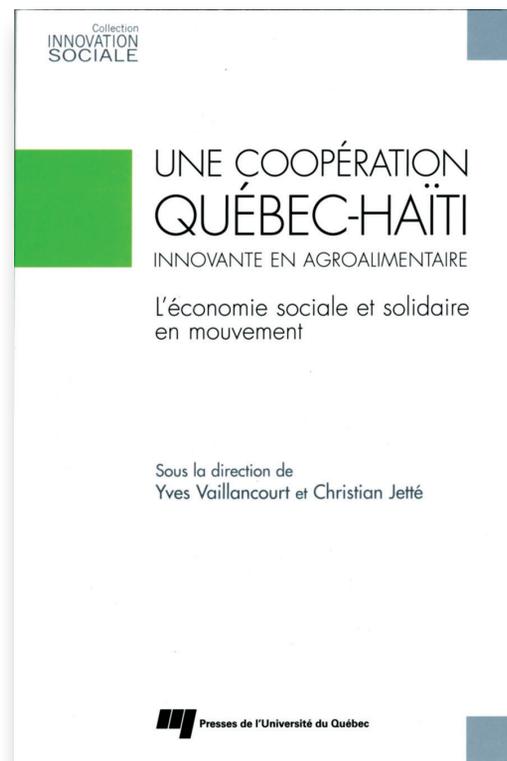
On conviendra avec la plupart des experts que l'agriculture familiale de ce pays est

Haïti est un pays qui ne fait pas que se défaire, il se refait aussi. Mais personne n'en parle. Et il se refait en partie grâce à un certain type de coopération internationale, dont la nôtre. C'est ce que ce livre met en lumière.

un maillon stratégique. Cependant, ses communautés rurales sont privées d'activités agricoles suffisamment génératrices de revenus, d'accès à l'électricité à des prix raisonnables, de petites infrastructures économiques locales, d'accès à l'eau potable, etc. permettant de faire face à l'insécurité alimentaire et au changement climatique qui lui est associé. La mise à contribution d'assises économiques locales adossées à un plan d'action croisant localement production/transformation/distribution font partie de l'équation d'avenir. C'est bien ce que cherche à démontrer cet ouvrage à partir notamment d'une organisation haïtienne, FODES-5, qui a mandaté l'UPA DI dans le développement de groupements paysans de Labrousse et de ses environs (48 000 habitants).

**UNE STRATÉGIE DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
COMMUNAUTAIRE LOCAL ET
INTÉGRÉ**

Le programme général de l'Union des producteurs agricoles développement international (UPA DI) vise en effet très précisément et ce dans plusieurs communautés du pays à apporter non pas une aide d'urgence, mais plutôt un soutien économique, technique et social permettant de



renforcer la capacité de groupements paysans (aujourd'hui organisés en fédération qui fait plus de 1000 membres) à mettre sur pied des services durables dans leurs communautés, services qui à terme seront viables. Ce qui rend possible des projets structurants pour la localité, d'abord sur le plan de la production agricole, mais aussi en matière d'emplois dans la transformation alimentaire (cuisines collectives), en éducation (cantines scolaires), voire au-delà dans de petites infrastructures d'électrification des villages fortement déficients en milieu rural.

L'expérience principale rapportée dans cet ouvrage, celle de Labrousse, met en évidence ce qui constitue l'abc de tout développement, c'est-à-dire développer au sein de la communauté un minimum de sécurité alimentaire. Comment cela peut-il se concrétiser dans un pays aussi dépendant de l'importation en matière d'alimentation? En assurant une production agricole (maraîchère surtout), laquelle peut être en partie transformée localement dans des cuisines collectives animées par des groupes de femmes. En bout de processus, cela permet de mener la bataille contre la malnutrition dans les écoles par des collations et/ou des petits déjeuners santé. Ce type de développement local à un nom à Labrousse et à Rivière-Froide: une économie circulaire dans une stratégie à trois volets ainsi nommée Une pierre, trois coups appuyant simultanément groupements paysans, cuisines collectives et cantines scolaires.

Voilà ce que cet ouvrage tente de démontrer de plusieurs manières permettant d'envoyer un message fort: Haïti est un pays qui ne fait pas que se défaire, il se refait aussi. Mais personne n'en parle. Et il se refait en partie grâce à un certain type de coopération internationale, dont la nôtre. C'est ce que ce

suite de la page 35

livre met en lumière avec force références et quelques expériences sur le terrain bien étudiées, lesquelles s'avèrent concluantes jusqu'à un certain point. Je dis jusqu'à un certain point parce qu'elles ne sont encore qu'à leurs débuts. Les auteurs en sont d'ailleurs bien conscients, cinq ans ne constituent pas une durée suffisante pour conclure définitivement. Mais ce sont des années qui peuvent ouvrir une voie à d'autres communautés.

L'Agence française de développement (AFD) qui est en Haïti depuis 40 ans dit dans son rapport annuel de 2017 que, face à la faiblesse de l'État et l'échec de nombreux programmes venus de haut, «le soutien aux structures locales [...] peut être une alternative [...] et l'influence de la société civile un levier à activer». Et d'ajouter que ces accélérateurs venus de la société civile doivent cependant «être amplifiés à plus large échelle». C'est la perspective que l'UPA DI met de l'avant en encourageant une demi-douzaine de communautés qui, à terme, pourraient fédérer leurs initiatives (d'ici 5 à 10 ans) : plusieurs regroupements paysans, de nombreuses coopératives agricoles, des dizaines de cuisines collectives et cantines scolaires mises en réseau de même que des fonds dédiés (prêts aux fermes familiales) gérés par les regroupements paysans eux-mêmes, etc.

UN DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ

Depuis la COP21, le développement économique, la question sociale et le défi écologique se télescopent dans une crise mondiale ouverte en 2007. Or Haïti est une des sociétés les plus vulnérables du monde à cet égard et sa variable écologique a approfondi la crise en étant le principal marqueur de sa situation. Dans la foulée, la solidarité nord-sud du Québec a été amenée à se diriger vers le développement d'une économie faite de filières plus écologiques – énergies renouvelables, agriculture écologiquement intensive, aménagement durable des forêts. Dans ce pays, l'aide humanitaire occupe beaucoup trop la première place. Elle ne panse que les dégâts. Une solidarité adossée au développement d'économies de proximité est une autre manière de faire désormais inscrite à l'agenda d'OCI du Québec. Une solidarité économique favorisant la sécurité alimentaire, l'accès au crédit, la lutte contre la précarité énergétique. C'est un choix politique : notre coopération avec Haïti sera-t-elle encore et surtout celle de pompiers de service ou plutôt celle d'architectes du développement ? Voilà donc un des rares livres sur Haïti qui parle de cela.

L'ouvrage a ses particularités : une recherche évaluative nord-sud avec neuf auteurs/autrices

Pour ceux et celles que la recherche évaluative d'expériences d'économie sociale et solidaire et/ou de développement local intéresse, vous aurez droit à une première partie d'une centaine de pages. Pour la seconde partie, on retiendra surtout le chapitre 5 qui, à notre avis, est le cœur de l'ouvrage : «L'apport innovant de l'économie sociale et solidaire dans l'agroalimentaire en Haïti» produit par

René Lachapelle, Gérald Larose et Frank Saint-Jean. La troisième partie plonge dans la longue tradition d'aide mutuelle du pays, ses structures porteuses avec ses forces et ses écueils pour aborder l'innovation en ÉSS susceptible de surmonter les écueils de l'histoire pour finalement aborder les politiques publiques non sans montrer leur extrême faiblesse dans un contexte d'enlisement sans fin de la vie politique du pays. Conclusion : la plupart du temps, la majorité des communautés sont abandonnées à elles-mêmes et aux bons ou mauvais soins de l'aide internationale. Les auteurs sont bien conscients de la portée limitée de ce nouveau type de coopération : 1) les cuisines collectives, noëud des études de cas, favorisent grandement l'initiative et l'autonomie des femmes qui y sont engagées, mais ont une fragilité quant à la durée de leurs organisations dans le temps ; 2) comparativement à toute autre piste, les économies de proximité offrent assurément des garanties à minima de sortie de crise par en avant et d'autonomie ; 3) d'autant plus lorsque la coopération nord-sud change son paradigme pour passer d'une aide pour des bénéficiaires à une solidarité avec des partenaires ; 4) cependant le problème du dispersement des initiatives et la difficulté de faire mouvement pour peser sur les politiques publiques demeurent entiers... ou presque.

DE QUELQUES OUBLIS DU LIVRE

L'ouvrage passe peut-être un peu trop vite sur la présence de groupes religieux. Or leur influence sur le développement des communautés en Haïti se fait fortement sentir. Et ces groupes vont dans toutes les directions avec un pôle d'OCI plus progressiste comme Oxfam (solidarité et justice sociale, critique des pouvoirs publics, laïcité...) ou à l'autre pôle, Vision mondiale et autres confréries exerçant leur prosélytisme religieux. En second lieu, la liaison entre la production agricole des fermes familiales et de leurs groupements et les cuisines et cantines est trop peu développée (exception faite du chapitre 5 déjà évoqué). Or la perspective de l'économie circulaire développée par UPA DI convoque cette production locale pour garantir l'avenir des cuisines comme des cantines scolaires. Ce à quoi on pourrait ajouter que la finance solidaire est absente. Et pourtant, en Haïti comme au Sénégal ou au Burkina Faso, cela a un nom, les MUSO (mutuelles de solidarité) avec une épargne locale qui compte.

UN AUTRE LIVRE SUR LE MÊME SUJET

On ne saurait passer sous silence l'autre livre sorti la même année sur l'économie sociale et solidaire dans une perspective haïtienne *Économie sociale et solidaire et développement des territoires, théorie, enjeux et pratiques. Éclairages pour Haïti*. Paru aux éditions de GRAHN Monde sous la direction de Jean-Claude Roc et Bénédicte Paul. On y traite de l'économie sociale et solidaire, de son histoire, de sa portée internationale, études de cas à l'appui. On y traite de finance solidaire et d'économie circulaire en Haïti, mais aussi dans plusieurs autres pays (Afrique de l'Ouest notamment). ❖



Maurice Séguin :
le sens de l'héritage

Maurice Séguin Le sens de l'héritage

Les actes du colloque Maurice-Séguin
dans L'Action nationale

abonnements et achats
actionnationale.quebec